



Édito

Une autre Afrique est possible !

Les dictateurs ne sont pas éternels et rien ne peut arrêter le soulèvement d'un peuple entier! Tels sont les enseignements qu'on peut tirer des révolutions tunisienne et égyptienne qui ont balayé en quelques jours seulement les dictateurs Ben Ali et Moubarak. Si dès les Indépendances, l'Afrique s'est retrouvée piégée par les forces d'exploitation néocolonialistes, les leçons à tirer de ce vent de révolution parti de Tunis sont que le peuple seul est héritier de l'Indépendance, toute libération appartient d'abord au peuple. En effet, à quoi sert l'Indépendance si les travailleurs sont encore et toujours exploités par les mêmes forces impérialistes et leurs alliés locaux, comme au temps de la colonisation?

L'Afrique doit apporter ses propres réponses à ses problèmes. Ni le FMI, ni la banque mondiale, bras armés du capitalisme, ne pourront apporter les solutions nécessaires au développement de ce continent riche en tout et misérable à cause de l'exploitation capitaliste. Les africains doivent revisiter les pensées de Patrice LUMUMBA, Cheikh Anta DIOP, Kwamé KRUMAH, tous fervents africanistes, conscients des capacités de leur continent. Ils ont été combattus ou assassinés par l'internationalisme capitaliste. C'est autour d'autres valeurs, notamment celles véritablement anticapitalistes que les Africain-e-s doivent se tourner. Le combat des peuples africains doit commencer par un refus total du diktat du FMI et de la banque mondiale, le refus de payer la dette odieuse qui asphyxie le continent africain et l'organisation autour de valeurs radicales de gauche.

Lors du Forum social mondial (FSM) de Dakar, différentes organisations de la gauche radicale africaine (Afrique du Sud, Sénégal, Congo, Ile Maurice, Zimbabwe, Tunisie, Maroc,...), se sont réunies pour réfléchir sur une véritable alternative en Afrique. Un collectif (Alternatives africaines), ouvert à d'autres organisations africaines est mis en place le 10 février 2011. Les valeurs de ce collectif sont simples: le peuple d'abord. La santé, l'éducation, doivent être au coeur de tout programme politique de la gauche africaine, et la défense des plus faibles face aux multinationales, notre cri de guerre. Une seconde rencontre est prévue à Durban, en Afrique du sud, au mois d'octobre 2011.

Une autre Afrique est possible! Il reste aux Africain-e-s ainsi qu'aux anticapitalistes de tous les pays, de se battre, d'unir leurs forces contre le capitalisme international et ses alliés sur le continent africain et ailleurs.

Par le groupe de travail « Afriques » du NPA



**S
O
M
M
A
I
R
E**

• **En bref**

Tchad, Gabon, Djibouti, Ouganda

• **Politique, économie et société**

Grâce présidentielle en Mauritanie

Asphyxie financière en Côte d'Ivoire

Mobilisation contre le pouvoir au Gabon

Répression au Zimbabwe

• **Luttes, mouvements...et révolutions !**

Maghreb et Machrek nous montrent la voie

Révolutions en Tunisie et en Egypte

Insurrection en Libye

Revendications en Algérie

• **International**

Forum social mondial

• **Françafrique et néocolonialismes**

Effets collatéraux des révolutions

Sarkozy en Outre-mer

• **Histoires-mémoires**

Martin Luther King

• **Cultures**

A lire : *Race, Etat des résistances dans le sud, Kamerun !*

A voir : « 47 portraits d'insurgés »

A écouter : *Présidents d'Afrique, Case rebelle*

• **Agenda**

20 mars : solidarité avec les peuples arabes et africains ; 21 mars : élimination de la discrimination raciale

Tchad – Panne de casting pour Déby



Idriss Déby a une grande qualité, il est capable de rassembler tous les partis politiques et d'unir la très grande majorité de son peuple...contre lui.

Il en a apporté une nouvelle preuve avec les élections législatives. Indépendamment de la désorganisation totale, les fraudes étaient tellement énormes, que même les plus indulgents, sauf à passer pour des fieffés imbéciles, n'ont pu les avaliser. Difficile en effet d'avaliser des bureaux de vote fantômes, où se trouvent des urnes remplies comme des œufs de bulletins en faveur du Mouvement Patriotique du Salut de Déby. Les partis d'opposition étaient déjà extrêmement réticents à participer aux élections présidentielles. L'expérience des législatives démontre que tant que Déby sera au pouvoir, les élections rythmeront avec « piège à c... ».

Le challenge de Déby n'est pas de gagner les présidentielles, mais de réussir à trouver une ou deux marionnettes qui voudront bien se prêter au rôle de candidat de l'opposition vaincue. Pas sûr qu'en payant très cher, il trouve. Pourrait donc être compromis la présentation d'un spectacle électoral correct à l'Union Européenne, même si cette dernière est connue pour son goût immodéré de la farce électorale.

Gabon – Les phrases de trop

Les vents de la révolution arabe sont aussi des vents africains et touchent des pays sous le joug de dictatures ou de présidents illégitimes, c'est-à-dire beaucoup de pays du continent. Au Gabon tout le monde sait que le fils d'Omar Bongo, appelé par la rue le « Mollah'son », est au pouvoir grâce à une mascarade électorale qui ne trompe personne. Le documentaire *Françafrique*, réalisé par Patrick Benquet, fait d'ailleurs explicitement référence à cet épisode électoral où l'ancien « monsieur Afrique » de Chirac, Michel de Bonnacorse, explique tranquillement que les résultats entre Ali Bongo et André Mba Obame, dit AMO, ont été inversés. La contagion révolutionnaire de Tunisie et d'Égypte, l'aveu d'un responsable français de cette forfaiture électorale et la situation ivoirienne ont certainement motivé André Mba Obame à se déclarer président du Gabon, se réfugiant dans l'enceinte d'un bâtiment des Nations Unies et interpellant la communauté internationale sur les fraudes électorales massives qui ont eu lieu au Gabon.

Cependant AMO s'est un peu emporté dans ses déclarations en vilipendant la corruption du pouvoir établi quand il déclara : « Ça fait des années qu'ils se servent dans les caisses de l'Etat et je sais de quoi je parle » (1). Ce qui n'est pas fait pour nous rassurer sur la probité de cet individu. Lors de sa campagne il prit soin de rassurer tout ce qui compte au Gabon, d'abord le patronat gabonais en lui assurant qu'il «apporterait l'ordre et la discipline dans l'administration», quant aux investisseurs étrangers il leur donnait des gages contre une concurrence déloyale.

(1) Lemonde.fr avec AFP et Reuters, 26 janvier 2011

contre la dictature

Ismaël Omar Guelleh a du souci à se faire. Au pouvoir depuis 1999, la modification de la Constitution pour briguer un troisième mandat avait entraîné de nombreuses protestations. Les révolutions dans la région arabe, les importantes manifestations au Yémen donnent un souffle nouveau à l'opposition. Si Ben Ali et Moubarak ont été virés, pourquoi pas Guelleh ? Le 18 février l'opposition a appelé à une manifestation, plusieurs milliers de personnes ont répondu à cet appel dont de nombreux jeunes. Le soir, près du stade Gouled, des affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre. Guelleh continue à mener une politique de répression, des dizaines de personnes ont été arrêtées, seules quelques-unes d'entre elles ont été libérées.



Des manifestants anti-gouvernementaux en train d'envahir la place de la Perle à Manama. AFP

Djibouti, pour les forces impérialistes, est un pays stratégique, une sorte de porte-avions ou les militaires français, Etats-Uniens et même japonais sont stationnés dans le but de surveiller le détroit de Bab el-Mandeb où passe 12% du trafic maritime mondial, dont 30% pour le pétrole brut ; détroit qui permet, le cas échéant, des interventions militaires en Somalie contre les islamistes. De son côté, le Comité pour la Démocratie à Djibouti a mené une action spectaculaire le 24 février en occupant, plus d'une heure, l'ambassade à Paris. Les jours de Guelleh au pouvoir seraient ils comptés ?

Ouganda – La mascarade de Museveni

Le 18 février ont eu lieu les élections législative et présidentielle. L'opposition réunie dans l'IPC (InterParty Coalition) a déployé des milliers de vérificateurs dans les bureaux de vote. Ce que tout le monde craignait s'est produit : une fraude massive au profit du National Resistance Movement (NRM), le parti dirigeant de Yoweri Museveni qui est à la tête de l'Ouganda depuis 25 ans.

Les rapports des scrutateurs font état d'achats de conscience, de bourrages d'urnes, de contraintes sur les électeurs, de présidents de bureau de vote partiaux, d'intimidations des populations par l'armée, notamment dans les villages, d'arrestations et de détentions des militants de l'opposition. Bref, toute la panoplie a été utilisée pour que Museveni puisse arguer d'un vote de 68 % en sa faveur.

Si les observateurs occidentaux reconnaissent de graves manquements à la sincérité du scrutin, rien ne sera fait contre le président ougandais qui menaçait de jeter en prison quiconque oserait manifester contre les fraudes électorales. La communauté internationale entérine la situation pour préserver la stabilité de la région. Comme elle a fait pour...Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte !

Djibouti – Les mobilisations s'amplifient

Mauritanie – Grâce présidentielle pour les militants anti-esclavagistes

A l'occasion de la fête célébrant la naissance du Prophète, le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, a gracié six militants de la lutte contre l'esclavage, pratique restée courante dans le pays, malgré sa criminalisation par les lois de 1981 et 2007 dont les textes n'ont pas été suivis du décret d'application. Emprisonnés à Nouakchott depuis le 12 décembre 2010, trois des militants avaient été condamnés à un an de prison, dont 6 mois de prison ferme pour « agression sur agents de police ». Les trois autres graciés avaient écopé de six mois de prison avec sursis. Leur seul crime : s'être rendus, en compagnie d'un commissaire de Nouakchott, dans une maison où deux jeunes filles de 9 ans et 14 ans travaillaient comme domestiques pour plusieurs femmes. La situation aurait ensuite dégénéré entre policiers et militants. Mais ces derniers ont toujours affirmé ne pas avoir agressé les forces de l'ordre.

Elu depuis juillet 2009, à la suite d'un coup d'Etat lui aussi « rectificatif », Ould Abdelaziz a déjà usé de cette prérogative à l'occasion des fêtes religieuses, particulièrement en faveur de détenus impliqués dans des attentats islamistes mais considéré comme « modérés ». Ainsi, implicitement, Aziz met au même plan militants des droits de l'homme et terroristes. Dans le même temps, le procès des trois femmes esclavagistes a conclu à six mois avec sursis.



Les défenseurs des droits humains sont donc criminalisés alors que les esclavagistes n'ont été accusés que d'exploitation de mineurs ou de négligence. Ainsi que le souligne, Aminetou Mint El-Moctar, présidente de l'Association des femmes chefs de familles, « il y a une volonté des autorités à nier le phénomène de l'esclavage » pourtant endémique en Mauritanie. Depuis 2007, alors que la loi l'exige, aucun procès pour esclavagisme n'a eu lieu, malgré les actions des associations telles que SOS Esclaves, El Hor (les Haratines) ou aujourd'hui le FLERE et l'IRA. Normal, puisque les esclavagistes sont des éminences du gouvernement et de l'opposition officielle qui, pourtant, avait proposé dans son programme l'éradication de l'esclavage. Cette question récurrente est souvent évoquée dans la presse internationale, mais reste un tabou national. Le reportage de Mourad Ait-Abbouche, réalisé pour France 3, au moment du dernier rallye Paris-Dakar qui

passait en Mauritanie, a été censuré par sa propre chaîne française pour ne pas provoquer d'incident diplomatique.

Cette grâce intervient après une mobilisation internationale sans précédent, particulièrement due au Parti Radical italien, qui a dépêché sur place une délégation de députés du parlement européen, à Michel Vauzel, président de France-Mauritanie, et, last but not least aux militant-e-s du NPA. Néanmoins, cette grâce est inacceptable aux yeux des militant-e-s des droits de l'Homme, puisqu'elle les prive du procès condamnant le système esclavagiste. Aziz croyait pouvoir faire taire les abolitionnistes, c'était sans compter sur leur détermination et leur sincérité. L'accusation allant même à en faire des agents du ... Mossad.

Un pouvoir corrompu et aux abois

Alors que les peuples du Maghreb et Machrek se soulèvent et que les régimes dictatoriaux tombent les uns après les autres, on pourrait penser que la Mauritanie est épargnée par les révoltes. Tel n'est pas le cas, puisque le 26 février dernier près de 2.000 personnes se sont rassemblées au centre de Nouakchott. Les mots d'ordre de la manifestation, outre les revendications sur le prix des denrées, la démocratie véritable, la fin du régime militaire, portaient aussi sur l'abolition de l'esclavage et la fin de la corruption qui gangrène le pouvoir. Certes, ce n'est pas encore la place Tahrir, mais toutefois la contestation progresse au sein de la population. Pour preuve, même si la police n'est pas intervenue pour déloger les manifestants, celle-ci a quadrillé les quartiers populaires et procédé à des arrestations arbitraires. Signe d'un certain affaiblissement du pouvoir. Aziz invente la répression préventive.

Alors que le Colonel impose un régime drastique à la population, sous prétexte de lutter contre la corruption et d'être le « Président des pauvres », on découvre que la gabegie continue de plus bel et que l'argent détourné serait planqué aux states mais aussi ... en France. C'était d'ailleurs, le sens de la revendication de Yacoub Ould Daoud, homme d'affaire mauritanien de 43 ans, qui s'était immolé devant le palais présidentiel. Le soir même Aziz déclare à la TV nationale que « en Tunisie, ce sont les pauvres qui s'immolent, ici c'est un riche, je suis le président des pauvres ». L'insulte porta ses fruits, puisque dès l'annonce de la mort de Yacoub, des manifestations spontanées ont eu lieu. Malheureusement, la Mauritanie étant clanisée, celles-ci ne réunissaient que des jeunes Bidhanes.

Mais aujourd'hui, le régime n'ayant plus ses soutiens tunisiens, égyptiens et bientôt libyen, la Mauritanie aurait envoyé des mercenaires pour mater la rébellion libyenne. D'ailleurs Aziz n'a jamais caché son admiration pour Kadhafi (le Grand Sphinx), lequel a toujours assuré la formation de quelques conseillers militaires auprès du régime du colonel Taya responsable du massacre des négro-mauritanien-ne-s de 1989, parmi lesquels Aziz. Donc espérons que cette année, verra enfin la chute de la junte militaire et l'avènement de la démocratie populaire.

Mariam Seri Sidibe

L'asphyxie financière du peuple ivoirien

Tous les moyens semblent bons pour faire partir Laurent Gbagbo, dit le boulanger à cause de son habitude de rouler tout le monde dans la farine. Bien que l'option militaire

semble de plus en plus lointain, d'autres méthodes plus subtiles sont employées pour faire partir celui qui a été proclamé Président de la République par la cour constitutionnelle

ivoirienne. Le camp de d'Alassane Ouattara, l'autre président de la Côte d'Ivoire, déclaré lui vainqueur des présidentielles ivoiriennes de novembre 2010 par la CEI (Commission électorale indépendante) et retranché depuis dans un hôtel d'Abidjan avec son gouvernement, ne compte désormais plus sur une intervention de la communauté internationale. Les heurts de plus en plus violents entre les deux camps doivent nous inquiéter car la Côte pourrait aller tout droit vers la guerre civile. Les images récentes de populations entières fuyant la guerre doivent nous inciter à prendre toute la mesure de ce qui se passe actuellement en Côte d'Ivoire.



Après les menaces d'intervention militaire, l'option de l'asphyxie financière de Gbagbo n'est peut être pas non plus la meilleure des solutions. Le peuple ivoirien sera le seul à en souffrir. La fermeture de la direction nationale de la Bceao en Côte d'Ivoire isole « les opérateurs économiques ivoiriens de la possibilité de mener à bien leurs transactions financières »,

d'après Blaise Ahouantché, le directeur général du Groupement interbancaire monétaire de l'Uemoa (Gim-Uemoa) qui promeut la monétique au sein de la zone.

La Côte d'Ivoire, c'est 40% du PIB de la zone Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et toute asphyxie financière de la Côte d'Ivoire aura une influence certaine sur le reste de l'Afrique de l'ouest. Laurent Gbagbo menace d'ailleurs de créer sa propre monnaie, ce qui n'est pas très compliqué. Il suffit que sa nouvelle monnaie soit adossée au dollar ou encore au yuan chinois ou le Rand sud africain pour que cette option ne soit plus une utopie. Pour tous les Africains qui réclament depuis de nombreuses années la fin du franc CFA, principal outil de domination de l'ex-colon français, ce serait par ailleurs un signal fort que beaucoup soutiendraient. Mais en attendant, les Ivoiriens attendent leurs salaires de février et tirent le diable par la queue pour se nourrir. A-t-on le droit de prendre ainsi en otage tout un peuple à cause de conflits politiques? Pourquoi ne recompte t-on pas les bulletins de vote pour être définitivement fixé? Pourquoi ne pas organiser de nouvelles élections ?

La crise ivoirienne cache certainement plus de choses qu'il n'y paraît. Derrière la guerre entre Ouattara et Gbagbo, il faut aussi voir une nouvelle donne en train de se poser dans ce pays si important pour l'ancien colonisateur français. Est-ce le début de la fin de la Françafrique qui se joue en Côte d'Ivoire et en Tunisie? Tout, en tout cas, semble l'indiquer mais la vigilance reste de mise car l'impérialisme capitaliste, tel un phœnix a appris depuis des siècles à renaître rapidement des cendres tout chauds de la révolution.

Moulzo

Gabon – Mobilisation contre le pouvoir

Entretien avec Bruno Ondo, membre du Collectif pour la libération totale du Gabon

Parlez-nous de votre collectif ?

Le scandale de l'élection présidentielle du 30 août 2009 et l'usurpation du pouvoir, les agressions des bérets rouges lors de différentes manifestations pacifiques, les massacres postélectorales de Port-Gentil, la destruction de biens privés, les différents scandales multipliés à la tête de l'Etat par le gouvernement Ali Bongo et, face à tout cela le mutisme voir la complicité de la communauté internationale sont à l'origine de la révolte et des clameurs du peuple gabonais. Voilà pourquoi, après la cérémonie de prestation de serment de M. André Mba Obame, président élu et non « autoproclamé » du Gabon, les Gabonais de tous bords de la diaspora ont estimé qu'il fallait soutenir cet acte courageux et digne d'éloges. Ainsi fut créé le Collectif pour la libération totale du Gabon. Ce collectif se propose d'œuvrer à son niveau à l'avènement d'un Gabon nouveau à travers un engagement radical pour bouter Ali Bongo de la Magistrature Suprême de notre pays et promouvoir la démocratie, la justice sociale, la paix et les droits fondamentaux.

Pourquoi avoir attendu seulement maintenant pour réagir ?

M. Mba Obame n'a pas attendu un an pour réagir. Non seulement il n'a jamais cessé de clamer dans les différentes tribunes qui lui ont été offertes et dans ces différentes qu'il était le président élu du Gabon, mais aussi qu'il ne capitulerait pas.



André Mba Obame/Ali Bongo

Pour ce qui est de sa prestation de serment et la formation de son gouvernement, ceux qui étaient aux faits de la réalité au Gabon savent bien qu'un seul mot d'ordre de M. Mba Obame au sortir des présidentielles aurait plongé le pays dans un chaos sans pareil puisque Ali Bongo était prêt à tout... Ainsi, après la mise sur pieds avec ses pairs d'un parti politique proportionnellement et stratégiquement impressionnant (Union nationale), M. Mba Obame s'est donné les moyens démocratiques de sa politique pour déraciner le PDG au pouvoir depuis 42 ans [...] Par contre, c'est la révision scandaleuse de la Constitution qui fait d'Ali Bongo un quasi monarque et les multiples scandales du gouvernement qui me semblent avoir réduit considérablement le

temps de patience de M. Mba Obame. Depuis son « appel de Barcelone » où il affirmait très clairement que le combat serait long et rude, à nos jours, il est resté cohérent avec ses actes. Et le vent politique actuel qui semble militer en sa faveur prouve tout simplement que le Gabon a eu droit à un homme politique « visionnaire ».

M. André Mba Obame a été ministre de l'Intérieur de M. Bongo père de 1997 à 2009. N'est-il pas simplement une autre assurance pour la France de la continuité au Gabon ?

M. Mba Obame a été ministre de l'intérieur pendant près de 3 ans [...]. Il a cependant occupé d'autres postes ministériels. Il a été aux services de Bongo qu'il a toujours considéré comme son père. En Afrique, un fils n'affronte pas son père... La lecture de son parcours au sein du PDG et au gouvernement doit être mise en parallèle avec sa popularité lors des dernières élections présidentielles. Les Gabonais sont très peu nombreux (moins d'un million et demi d'habitants). Ainsi tout le monde se connaît et sait ce que chacun fait, a fait ou n'a pas fait sous l'ère Bongo père et surtout ne veut pas faire après. Les principaux artisans de la victoire de M. Mba Obame sont pour la plus part d'anciens collaborateurs et administrés rencontrés au long de son parcours gouvernemental.

Mba Obame [...] n'a connu aucune grève lors de sa gestion de ministères réputés à haute tension comme l'éducation nationale et les affaires sociales. De même, plusieurs avancées sociales significatives à l'instar de l'Assurance maladie obligatoire, les présalaires des enseignants en instance de recrutement et bien d'autres révolutions positives sont à son actif. Personne ne le voyait candidat aux présidentielles, juste après Bongo père, et ses prestations tout au long de la campagne, sans parti politique, ont déjoué tous les pronostics. Ainsi, le désistement en sa faveur d'autres candidats, et non les moindres, illustre [...] qu'il incarne une nouvelle vision du Gabon. [...]

M. Mba Obame est-il lié aux réseaux françafricains qui ont fait tant de mal au peuple gabonais ?

[...] La grande majorité de la classe politique française actuelle en était, conseillers, chefs de cabinet de ministres ou ministres des gouvernements de droite ou de gauche qui se sont succédés aux pouvoirs pendant les vingt dernières années et ont cautionné les différentes élections truquées au Gabon avec le père Bongo, actuellement avec le fils ainsi que le pillage des

richesses nationales au profit d'une seule famille depuis 44 ans.

Le Gabon a des relations multiformes avec la France mais la FrançAfrique se présente [...] comme un réseau incestueux néo-colonialiste aux services d'individus ennemis d'Afrique et des peuples africains. M. Mba Obame a beaucoup d'amis en France comme beaucoup d'autres Gabonais, mais son projet de vie pour le Gabon, son mea culpa devant le peuple gabonais lors des présidentielles sont autant d'éléments pour que je puisse considérer qu'AMO était « Saul » sous Bongo et le voilà devenu « Paul » pour apporter sa pierre à l'avènement d'un Gabon nouveau. Et c'est ce qui fait sa différence avec certains acteurs politiques du Gabon aujourd'hui devenus des « judas »

Que propose M. Mba Obame pour le peuple gabonais ?

Le mal du Gabon n'est un secret pour personne. Le renouvellement de l'élite politique, l'instauration de la bonne gouvernance, une démocratie véritable avec des institutions crédibles et la réduction de la pauvreté à travers l'accès aux services sociaux de base pour tous sont les slogans principaux du programme de société de M. André Mba Obame. AMO rêve d'un Gabon qui sera tout à tous. Voilà pourquoi, comme co-fondateur de l'Union nationale, il préconise la revalorisation de l'unité nationale afin que les compétences des filles et fils du Gabon de tous horizons soient les piliers de cette offre politique novatrice et non l'affaire d'un clan ou d'un groupe de privilégiés afin que les richesses du Gabon profitent à tous. Voilà en substance les principales articulations du projet politique de M. Mba Obame.

La contagion des révolutions actuelles au Maghreb est-elle réelle ?

Je me refuse de tomber dans une grille de lecture orientée par les médias pour parler en terme de « révolution du Maghreb ». Pour ma part, ces révolutions sont parties de la Tunisie en plein milieu de la crise ivoirienne avant de continuer sur l'Egypte et d'autres pays, à l'instar du Gabon. Il me paraît plus honnête de parler du vent des révolutions africaines et l'actualité libyenne en est une preuve supplémentaire. Ce parcours vertigineux prouve assez bien que ce vent est étrangement contagieux mais le Gabon était déjà engagé dans sa révolution sans que personne n'en dise mot. Ainsi, il serait maladroit de regarder ce qui se passe au Gabon aujourd'hui comme un simple plaquage. La révolution gabonaise est née depuis la mort de Bongo père ; elle se poursuit à son rythme et la sortie du tunnel est proche. [...]

Qui est AMO ?

André Mba Obame est loin d'être un inconnu dans la vie politique gabonaise puisqu'il fut, tour à tour, conseiller d'Omar Bongo dans les années 80, puis son ministre de 1990 à 1991. De 1997 à 2009 il occupa un ministère d'état important, celui de l'intérieur. C'est à ce titre qu'il jeta en prison des activistes de la société civile gabonaise. Adhérant au parti Présidentiel, le PDG, il représentait l'aile réformiste contre les vieux caciques du pouvoir, une aile où se trouvait aussi Ali Bongo ; une sorte de club d'Iznogoud voulant être calife à la place du calife. Lorsqu'il comprit, à la mort d'Omar Bongo, que le PDG ne l'investirait pas comme candidat à la présidentielle lui préférant le fils, il rejoignit une autre formation politique l'UFDG et brigua le poste.



Notre soutien va au peuple gabonais

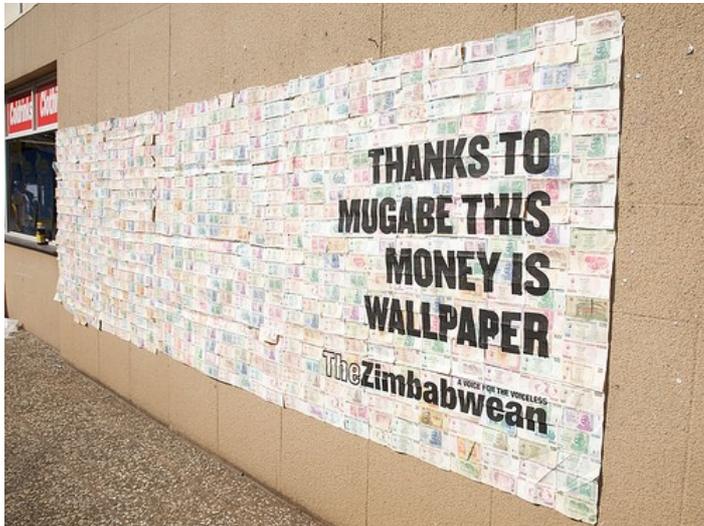
Ce qui se passe au Gabon, toute proportion gardée, est identique au conflit entre Ravalomanana et Rajoelina à Madagascar, ou Gbagbo et Ouattara en Côte d'Ivoire, ou Kibaki et Odinga au Kenya, la liste pourrait être longue... Le point commun de ces situations est l'utilisation des populations, par ses dirigeants, comme masse de manœuvre pour arriver au pouvoir, quitte à verser leur sang ! Nous soutenons le peuple gabonais dans sa quête de démocratie, dans sa lutte pour une véritable indépendance du Gabon où les décisions seront prises par le peuple et pour le peuple, la définition même de la démocratie. Les récents événements montrent qu'en ce début d'année 2011, tout est possible en Afrique.

Paul Martial

Zimbabwe – Libération immédiate des 46 participant-e-s du meeting de l'ISO

Pour avoir visionné un reportage sur les révolutions tunisienne et égyptienne lors d'une réunion organisée par International Socialist Organisation (ISO) le samedi 19 février, sur le campus d'Harare, 46 personnes sont emprisonnées et accusées par le pouvoir de trahison et de tentative de renverser le gouvernement par des moyens anti-constitutionnels. Ces accusations extrêmement graves sont punies d'une peine pouvant aller jusqu'à la peine de mort. Parmi les participants figurent des syndicalistes et des militants étudiants. Au moins sept personnes ont été torturées pendant les deux premiers jours de leur incarcération. Certains prisonniers sont malades et on leur refuse leur traitement quotidien pourtant vital.

Un fois de plus, le pouvoir de Robert Mugabe, au-delà de son vernis anti-impérialiste, révèle sa vraie nature : une dictature dont le seul but est l'enrichissement de son clan au détriment de toute la population.



Depuis quelques semaines, sur l'ensemble du pays, on assiste à une recrudescence de violences contre les militants syndicalistes ou des droits de l'homme mais aussi des militants des partis opposés comme le Mouvement Démocratique pour le Changement (MDC) dirigé par Tsvangirai actuellement premier ministre. En effet, si le MDC participe au gouvernement suite à l'accord de fin du conflit électoral de février 2009, la ZANU-PF de

Mugabe contrôle les ministères clefs comme ceux de l'Intérieur et de la Justice. Robert Mugabe a déclaré qu'il était prêt à aller aux élections cette année, ce qui se traduit concrètement sur le terrain par des attaques violentes contre les participants des initiatives de l'opposition. Souvent, la seule action des forces de police est d'emprisonner les victimes de ces violences. Encore récemment, les militants du Forum des Jeunes qui les personnes à s'inscrire sur les listes électorales, ont été victimes d'attaques violentes de la part des milices du pouvoir. Désormais, les similitudes sont telles entre les dictatures arabes qui viennent de s'écrouler et celle de Mugabe, que les dirigeants de la ZANU – PF sont désormais sur les dents.



Déjà, la solidarité s'organise un peu partout. La puissante confédération syndicale d'Afrique du Sud proteste contre cet emprisonnement, idem pour le SAMWU, le syndicat des salariés municipaux. Une manifestation a déjà été organisée le 3 mars à Johannesburg devant le consulat du Zimbabwe. Au Nigeria, un appel de personnalités vient d'être lancé, on y trouve des syndicalistes comme le secrétaire général du Trade Union Congress ou le secrétaire national du parti travailliste. En Grande Bretagne, nombre de professeurs d'université ont protesté dans une lettre publié par le Guardian. Human Right Watch (HRW) vient de publier une déclaration, relayée par Reporter Sans Frontières pour dénoncer ces atteintes aux droits humains. Le NPA s'associe à cette campagne et appelle l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques à exiger l'abandon des charges et la libération immédiate et sans conditions des personnes détenues, en envoyant message et motion à l'ambassade du Zimbabwe : 12 rue Lord Byron, 75008 Paris (courriel : zimparisweb@wanadoo.fr ou fax : 01 56 88 16 09).

Paul Martial

Communiqué du NPA – Non au harcèlement des militants de gauche et des droits de l'Homme au Zimbabwe

Samedi 19 février, à Harare (Zimbabwe), la police a arrêté une cinquantaine de personnes, dont l'ancien député Munyaradzi Gwisai, qui assistaient à une réunion d'un mouvement d'opposition au régime de Robert Mugabe, l'International Socialist Organisation (ISO), sur un thème brûlant d'actualité : « Révoltes en Egypte et en Tunisie, quelles leçons pour le Zimbabwe et l'Afrique ? ». La réunion avait lieu au Centre pour le droit du travail (Labour Law Centre), dont Gwisai est directeur. Selon certaines sources, elle avait été infiltrée par des agents de la police politique, la Central Intelligence Organisation. A l'heure où nous apprenons ces faits, aucune charge n'a été retenue contre les personnes arrêtées, dont la défense est assurée par l'Association de juristes pour les droits de l'Homme du Zimbabwe. Mais des déclarations d'officiels de la police et du gouvernement laissent penser que le pouvoir leur reproche d'avoir incité des jeunes et des chômeurs à manifester contre le régime et de vouloir le renverser, à la manière des soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays du Proche et du Moyen Orient. En cette période de lutte contre les dictatures, la corruption et l'injustice, le NPA exprime sa solidarité avec les camarades arrêtés, et dénonce le comportement des autorités zimbabwéennes, habituées du harcèlement des forces d'opposition. Des messages peuvent être envoyés à l'ambassadeur du Zimbabwe en France, 12 rue Lord Byron, 75008 Paris (courriel : zimparisweb@wanadoo.fr ou fax : 01 56 88 16 09), avec copie à : socialismfrombelow@gmail.com

Le Maghreb et le Machrek nous montrent la voie !

Tunisie : « Un processus révolutionnaire en cours »

Intervention d'Alhem Belladj, membre de la Ligue de la gauche ouvrière en Tunisie, au congrès du NPA, 11 février 2011

Ce soir un dictateur est tombé et ce n'est pas rien [juste avant son intervention, le soir du vendredi 14 sept, la radio vient d'annoncer le départ de Moubarak !]. Donc, pour la région c'est très, très important. En un mois Moubarak et Ben Ali sont partis, et ce n'est pas rien. C'est loin d'être rien. Pendant je ne sais combien d'années, on n'a jamais pensé que ce serait possible comme ça, en un mois. Que la révolte balaie deux grands dictateurs comme ça, c'était impensable il y a quelques mois. Et donc, le 14 janvier Ben Ali part, aujourd'hui Moubarak part. A qui le tour ? [...]



La révolution en Tunisie [...] on a parlé du Jasmin en occident, mais en Tunisie, c'est la révolte de la dignité. Contre l'humiliation. L'étincelle est venue d'un jeune chômeur à l'origine. C'était pour la dignité qu'il s'est suicidé. Et c'est pour la dignité que le peuple tunisien a suivi. [...] Ce qu'on a vécu est exceptionnel, je ne vous le cache pas. Le 14 janvier, on nous disait « on a vécu un jour comme ça, après, tout peut arriver, c'est pas grave ! ». [...] C'était, vraiment, plus qu'un jour comme ça, un jour magnifique. Dégage, dégage !, tout le monde était en train de dire ça, dégage !, avec toutes nos voix, les gestes, un engagement, des jeunes, des moins jeunes, des femmes, des chômeurs, plein de gens très divers, et c'était un jour magnifique. [...]

Il y a un processus en cours. On a longtemps posé la question, est-ce une révolution, est-ce une insurrection, de quoi s'agit-il ? Moi je dis, Ben Ali est parti, Moubarak est parti, c'est déjà énorme. Mais ce n'est pas suffisant. Tout a commencé après. Il y a un processus révolutionnaire en cours. Un processus continu, dans nos pays. Du moins, je peux parler de la Tunisie beaucoup plus. [...]

C'était spontané, mais ça faisait suite à des luttes

On a eu une dictature parmi les plus féroces. Pendant des années, c'était très dur d'être tunisien, très, très dur d'être militant en Tunisie, très, très dur d'être opposant en Tunisie. [...] La vie des dictatures, finalement, elle est courte peut-être, mais elle a été assez longue, 23 ans en Tunisie, et peut-être même plus si on compte les années de Bourguiba. Aussi. Donc, cela a été spontané, peut-être, oui, en quelque sorte, mais ça a fait suite à des luttes : le bassin minier, les luttes syndicales. Quelques mois avant il y avait plein de grèves...des ouvriers et des salariés. Le 26, 27 janvier, étaient programmées des grèves, tout le mois de janvier il y avait des grèves. Donc il y avait la lutte des chômeurs....plein de luttes qui ont précédé le mouvement démocratique qui pendant des années s'est battu contre la

dictature. Donc les gens, c'est un peuple, qui a eu besoin d'inventer, disons d'inventer des modalités de lutte qui vont avec la situation. [...] Il y avait plein de grèves de la faim. Il n'y avait pas moyen de faire autrement ! On a fini par l'immolation. Peut-être, c'est pour vous dire la charge de cette détermination à aller contre ces dictateurs. [...] Et puis, il y avait, on a une spécificité tunisienne, le mouvement ouvrier tunisien, le syndicat, l'UGTT, L'Union générale des travailleurs tunisiens. C'est un syndicat qui est marqué par une bureaucratie, on ne le nie pas, mais la base de ce syndicat a joué un rôle fondamental.

Un mouvement très radical par les jeunes et la base, pas par les partis ni les directions syndicales

C'était spontané au départ, mais très rapidement, les syndicalistes dans les régions ont accompagné le mouvement, emporté le mouvement et amené la centrale syndicale à suivre. C'est vrai que c'était spontané, qu'il n'y avait pas de parti politique pour porter les revendications populaires. Le peuple tunisien était en train de dire « dégage », et les partis politiques dans un premier temps appelaient à la négociation, au débat public, et la société civile aussi. Donc vraiment, le mouvement était très radical par ses jeunes, par la base, pas par les partis politiques, la société civile, les syndicats. Tout le monde a été amené derrière les jeunes, derrière le mouvement des régions.

[...] Ce mouvement a permis une grande participation des femmes, de jeunes, de chômeurs, mais ce qu'on a vu surtout, c'est une nouvelle manière de faire la révolution. Les nouvelles techniques de l'informatique, tout cela, Facebook, a joué un rôle fondamental. Pendant des années on n'avait pas la possibilité de communiquer, on n'avait pas la capacité d'avoir cet espace, même un petit coin. On était incapable de sortir vers les places publiques. Tout était interdit. Il y avait le virtuel, et avec Facebook c'était difficile de nous contourner. C'était un espace d'échange, qui a joué un rôle majeur d'échange et de discussion, au cours de cette révolution.

Tout ne vient pas à la fois. Chaque jour il y a un plus

Maintenant, qu'est-ce qu'il se passe en Tunisie ? [...] Un processus en cours est-ce qu'il a rompu[les bases du régime] ? Non. Mais il y a une dynamique, un processus en cours. Cette dynamique, c'est une dynamique permanente. Il y a quelque chose qui se passe. Rien qui se donne à la fois. Ben Ali est parti, on a eu un gouvernement après deux jours, avec pratiquement les mêmes têtes. Il y avait deux partis d'opposition qui étaient dans le gouvernement, mais c'était le RCD l'ossature, c'était vraiment le parti au pouvoir. Les gens étaient dans la rue, étaient à la Khasba, étaient dans les régions, il y avait plein de formes d'embryons d'auto-organisation dans les régions. Et qui ont continué à dire, non, on n'accepte pas. On veut une vraie rupture. Et le gouvernement a reculé. Il a reculé, on a chassé une partie des ministres RCD. Le premier ministre reste RCD. Un autre ministre reste RCD. Le mouvement a continué. Ils ont nommé des gouverneurs RCD. Le mouvement a continué. Ils ont cédé. Ils ont... On a demandé la dissolution du RCD. Ils ne l'ont pas fait. Mais ils ont gelé le RCD. Mais tout ne vient pas à la fois, c'est-à-dire depuis un mois, la résistance s'organise pour avoir un plus. Et chaque jour il y a un plus. Ce qui est bien dans la situation, c'est qu'on voit cette dynamique. Et on voit une grande, grande résistance. J'ai dit tout à l'heure que les partis politiques n'étaient pas préparés pour dire « dégage ». C'est un jeune acteur,

d'ailleurs, qui a inventé ce mot-là. Il a fait un petit film sur Facebook, une semaine avant, où il a dit : « Ben Ali dégage », et le lendemain, dans toutes les rues de la Tunisie, on a vu les gens dire « Dégage ». Donc vraiment, c'est quelque chose qui émane de plein de gens, et puis après c'est relayé essentiellement par Facebook. Twitter un peu, mais essentiellement Facebook. Vraiment, d'ailleurs la Tunisie est parmi les pays où il y a le plus d'affiliés à Facebook, en proportion de la population.

Ce qui est rassurant, c'est la dynamique

[...] Actuellement il y a un processus en cours, mais le gouvernement qui est en place, évidemment c'est un gouvernement qui pour le moment n'est pas en rupture, même après ce qu'on a eu, ça reste toujours dans la continuité. Ce qui est rassurant, ce n'est pas ce qu'on a comme gouvernement. Ce qui est rassurant, c'est ce qu'on a comme dynamique. Et la dynamique actuelle fait émerger plusieurs partis, de gauche, plusieurs partis qui parlent au nom de la classe ouvrière, fait émerger une alliance : le Front 14 octobre, qui est pour une Constituante, un vrai gouvernement populaire, qui est pour une vraie rupture avec tout ce qu'il y a eu, qui se prononce pour un autre mode de... anticapitaliste, mais qui n'élabore pas encore suffisamment un projet économique.



Le processus en cours fait émerger également, et ça se met actuellement en place, les conseils révolutionnaires dans plein de villes et sur le plan national, l'UGTT maintenant, des syndicalistes, des partis politiques, des individus, des comités locaux, s'organisent dans chaque région afin de constituer ce qu'on appelle les conseils révolutionnaires, les garants de la révolution, afin que la contre-révolution ne s'attaque pas aux quelques acquis qu'on a obtenus jusqu'à maintenant.

Ce qu'on a obtenu pour le moment est très peu

Parce que ce qu'on a obtenu pour le moment est très peu. Très peu. Ben Ali est parti, on a l'amnistie, on va avoir peut-être un Etat démocratique, mais on a amené les ministres qui étaient au FMI, on a amené les ministres qui étaient à la Banque mondiale, on a amené un conseiller de Sarkozy, et l'Amérique nous guette de très très près maintenant. L'Amérique est très présente dans le processus actuel. Et tout cela ne rassure pas. Et

tout ce qu'on annonce n'est pas en faveur des gens qui ont fait cette révolution. Le gouverneur de la banque centrale a annoncé le remboursement de la dette. On commence le remboursement de la dette au mois d'avril. La dette qui s'élève à 19 milliards de dollars et la richesse des familles Trabelsi et Ben Ali, 9 milliards de dollars. Donc ce sont des instances internationales qui ont prêté de l'argent sachant qu'il sera détourné et utilisé par ces familles corrompues. Et maintenant, la première tâche de ce gouvernement, c'est de payer la dette ! C'est pour vous dire à quel point les choses ne sont pas encore gagnées.

La révolution est possible, c'est la grande leçon

Mais il y a un contre-pouvoir réel. Et c'est en cela qu'on a confiance. C'est ce contre-pouvoir et l'organisation en cours, qui peut-être va permettre quelque chose. Et puis, ce qu'on a aussi, c'est cette étincelle. Il y a eu Bouzid en Tunisie, puis après il y a eu toute la Tunisie. Maintenant, il y a l'Egypte. J'ai dit tout à l'heure, à qui le tour maintenant ? Les dirigeants arabes se sont précipités à prendre des mesures : ceux qui ont augmenté les salaires, ceux qui ont diminué les prix, ceux qui ont enlevé l'état de siège qui date de je ne sais combien d'années, afin d'éviter ce qui s'est passé pour la Tunisie et pour l'Egypte. Mais les peuples ont vu que la révolution est possible. C'est ça, la grande leçon de ce qui s'est passé. La révolution est possible. On commençait à désespérer. Mais on voit que c'est possible. Et qu'on peut avoir des acquis. Mais qu'est-ce qu'on a eu jusque-là ? C'est vrai que les dictateurs sont partis. Sur le plan économique, sur le plan social, il y a des promesses de justice sociale, mais cette justice sociale, ces gouvernements n'ont pas les moyens de la réaliser.



Quelle révolution, quels moyens, cadres de lutte ?

Et puis au sein de la gauche, au sein de la classe ouvrière d'une manière générale, les choses ne sont pas nettes. Est-ce qu'on est en phase de révolution démocratique, est-ce qu'on peut dissocier la révolution démocratique d'une révolution sociale, est-ce une révolution, je reprends les termes, permanente, une révolution démocratique... tout ça c'est un débat qui est remis sur la (table)... Ce n'est pas qu'un débat théorique. Aujourd'hui, le programme de transition, on veut avoir des réponses concrètes. Qu'est-ce que ça veut dire Constituante, et comment on s'amène vers la Constituante ? Comment on peut mettre en place des comités d'auto-organisation, comment on peut amener la population à s'auto-organiser afin de créer des cadres de lutte pour imposer une nouvelle constituante et d'imposer et d'avoir le moyen de réaliser tout cela. Comment avoir des réponses sur le plan social et économiques. La fiscalité, la réforme agraire, la dette, ... Tout cela, on a du pain sur la planche. Tout commence en fait. Tout commence, mais... on est optimiste. Deux dictateurs sont partis, et ce n'est pas rien. Et l'étincelle, je pense, fait son chemin.

Egypte – « Instantané de la place Al Tahrir à l'heure de la libération »

« Rahal ! Il a dégagé ! » Le verbe a pu, enfin, se conjuguer au passé. Au-centre du Caire, transformé quinze jours durant en une forteresse de la Révolution, un tonnerre de bonheur accueille la démission de Hosni

Moubarak, annoncée en même temps par toutes les télévisions de la planète. Des rues adjacentes, affluents vitaux par lesquels le sit-in chaque jour se renouvelait, les flots humains déferlent sur Maydan Al Tahrir, noir de monde depuis la matinée de ce

« vendredi du départ », qui aura tardé d'une semaine entière, lourde d'incertitudes.



« Horia ! Horia, Liberté ! Liberté », crie la foule, où l'on compte des milliers d'Égyptiens qui ont passé seize nuits sous le soleil, dans le froid nocturne et parfois sous la pluie, et des centaines de milliers d'autres qui, au fil des jours, se sont ralliés à leur cause, que les pessimistes, « grands experts » ou « éminentes personnalités politiques », croyaient d'avance perdue. Plus rien ne semble guider ces corps agglutinés sinon les pulsions d'une joie totale, qui en dit long sur les souffrances de décennies d'oppression.

Il n'y a plus de comité de vigilance aux entrées du grand « maydan », ni de fouille au corps ou de contrôle d'identité. Plus que jamais « nous sommes tous des Égyptiens ». Le pitoyable départ du « Tyran » ne peut se fêter qu'ici, en ce lieu emblématique, avec ses postes de surveillance de fortune et ses miradors improvisés sur les camions de police calcinés, défendu comme dans une guerre de positions contre la police du régime et ses hommes de main. Le drapeau est le signe de cette communion populaire, « sans pareil dans l'histoire de l'Égypte moderne, pas même lors des funérailles de Gamal Abdelnasser », selon un sexagénaire qui a assisté aux deux événements. L'emblème national, avec son aigle aux ailes déployées, n'est plus une pièce banale du décor des cérémonies officielles, ni un instrument de mobilisation lors de matchs internationaux de football. Il est redevenu le symbole d'une unité populaire retrouvée dans la victoire, d'un pays qui, dans le sang, a frayé sa

voie vers la lumière.

Du haut de cet appartement au dixième étage, généreusement ouvert par son propriétaire aux manifestants et autres journalistes, Al Tahrir a l'aspect d'une mer houleuse, mais en son centre et à ses abords, les tentes abritant des milliers d'Égyptiens qui ont tenu le sit-in, ont miraculeusement résisté, protégées derrière des haies de portraits de martyrs et de banderoles prémonitoires : « C'est maintenant fait ! Le peuple a abattu le régime ! » « Masr, masr ! » : des centaines de milliers de gorges scandent le nom d'un pays sur lequel les regards de milliards d'être humains sont braqués depuis près de vingt jours. Les hymnes patriotiques, habituellement si assommants, ont l'air si beaux et si neufs, comme s'ils venaient d'être composés. On a rarement été aussi fier d'appartenir à cette terre. « Le peuple égyptien n'a pas de pareil ! » Mais le chant n'a aucune tonalité agressive ou chauvine.

Dans cette agitation monumentale, il en est qui fêtent le « rahil » dans le recueillement de la prière du soir, protégés par un cordon humain de la foule qui ne cesse d'enfler, avec ses laïcs et ses frères musulmans, ses musulmans et ses chrétiens, ses hommes et ses femmes, ses jeunes et ses moins jeunes. Un cordon aussi efficace protège le passage d'une ambulance mais il ne peut empêcher les cascadeurs de monter sur son toit avec leurs fanions et leurs drapeaux. « L'armée et le peuple ont fait tomber le système », crie-t-on à des soldats qui regretteront de devoir retourner dans leurs casernes, loin de ces rues où ils auront vu se faire l'histoire. Les instruments de la fête vont des feux d'artifice aux tambours d'authentiques supporters reconvertis en sincères patriotes. Ils comprennent également des plaques de tôle ondulée, jusque-là érigées en barricades pour repousser les assauts des baltaguis, suite au massacre du 2 février.

En cette veille du Mawlid, fête de la naissance du Prophète, une nouvelle nation est née, qui espère ne plus vivre dans l'injustice, et regarde vers l'avenir. Qui aurait crû que les slogans hostiles à la dictature puissent envahir impunément les murs de la ville, être badigeonnés jusque sur les chars de l'armée ? « Regarde autour de toi. Il n'y a de couvre feu que pour Moubarak ! », énonce un écriteau collé sur une vitrine de la rue Talâat Harb. Un puissant avertissement à d'autres despotes de la région et d'ailleurs.

Yassin Temlali, article paru sur Maghreb émergent, 12 février 2011

Libye – Halte aux massacres, solidarité avec le peuple libyen, dehors la dictature !

Après la Tunisie et l'Égypte, le pays suivant à être rentré dans l'effervescence d'une révolte démocratique est la Libye. Et le prix à payer pour la population révoltée est, ici, encore plus lourd. En trois semaines, le régime libyen aurait massacré, selon la FIDH, environ 6 000 personnes, soit vingt fois plus que les victimes de la répression pendant une durée comparable, en Tunisie et en Égypte. L'une des raisons, outre le caractère mégalomane de Muammar al-Kadhafi qui concentre quasiment tous les pouvoirs dans le système libyen, est le caractère « tribal » de son régime.

Derrière le mensonge officiel selon lequel le pouvoir, en Libye, se trouvait « entre les mains du peuple tout entier, non divisé en courant politiques » – idée qui légitimait l'interdiction de toutes organisations politiques et syndicales –, des structures claniques et tribales avaient été cooptées par l'appareil étatique de la

dictature. Ainsi des groupes entiers de population étaient soit favorisés soit exclus des bénéfices de la rente pétrolière, et aujourd'hui, ce sont ces différents groupes qui sont dressés les uns contre les autres.

Au-delà des appuis claniques, le pouvoir fait aussi appel, à l'heure actuelle, à des mercenaires venus de pays en guerre civile comme le Tchad. Cela risque, en raison de la colère de la population contre eux, d'avoir des graves conséquences dans la mesure où des ressortissants africains, hâtivement identifiés à des mercenaires, ont été victimes d'exactions. Parfois, c'est la dictature elle-même qui incite à des exactions voire des pogroms (y compris contre des « ex-frères arabes » tunisiens et égyptiens travaillant jusqu'ici en Libye), pour offrir un défouloir à la colère des habitant-e-s.

La dictature de Kadhafi, arrivée au pouvoir le 1er septembre 1969, est en place depuis plus de 41 ans. Après le décès du potentat gabonais Omar Bongo en 2009 et après 41 années au pouvoir, Kadhafi est désormais l'autocrate le plus ancien de la planète. Au-delà des modes idéologiques qu'il affiche par moments (« socialiste » ou nationaliste arabe dans les années 1970, « meilleur musulman » dans les années 1990, puis « modéré » pro-occidental devenu internationalement « fréquentable » à partir de 2003), la vérité de son régime réside dans la violence extrême qu'il emploie aujourd'hui contre son peuple.



Les liens entre le régime libyen et les pays d'Europe sont intenses, quoique plus méconnus que celle de la Tunisie ou du Maroc. La Bourse italienne entra rapidement en chute à partir du

déclenchement des révoltes en Libye, en raison « de l'étroitesse des liens économiques étroits entre les deux pays » comme le rapporta la presse économique française. La menace de la dictature libyenne adressée à l'Union européenne, consistant à dire que « nous ne contrôlerons plus la migration (indésirée) vers l'Europe si vous continuez à encourager les manifestants chez nous », montre par ailleurs très clairement la place qu'occupe ce régime dans le dispositif de la forteresse Europe.

Aujourd'hui, il est urgent de soutenir le peuple libyen, pour demander l'arrêt immédiat des massacres. La dictature libyenne doit, elle aussi, « dégager » au plus vite. En France, nous demanderons des comptes à ceux qui ont entretenu des liens étroits avec cette dictature, tels que Patrick Ollier, chef du groupe parlementaire France-Libye, ou encore Claude Guéant, conseiller de Nicolas Sarkozy, dont la presse a rendu compte des liens étroits qu'il entretient avec Moussa Koussa, le chef des services de renseignement libyens. Les pouvoirs publics français viennent d'ailleurs de déclarer, à la mi-février 2011, qu'elles « suspendent la fourniture de matériel de sécurité à la Libye et au Bahreïn ». Ce qui signifie, en d'autres mots, que les deux régimes – respectivement dictatorial et monarchique – ont continué à être livrés en matériel policier jusqu'après de début récent des révoltes. Ce scandale, lui aussi, doit être abordé dans le débat public.

Bertold de Ryon

Actualité de la révolution en Algérie?

L'onde de propagation des processus révolutionnaires en cours en Tunisie et en Egypte débouche sur une tentative de recomposition politique de l'opposition algérienne. La crise politique majeure ouverte par ces révolutions voisines, et désormais en Lybie, met le pouvoir algérien en alerte face à une société qui est en ébullition. En effet, des grèves éclatent dans de nombreux secteurs (transport, éducation, santé, justice, agents municipaux, grandes écoles, chômeurs) et se radicalisent. Le pouvoir ne peut se permettre une répression à la Lybienne, tant l'agitation sociale est généralisée et la contestation profonde

La création de la CNCD (1) a illustré le début de cette recomposition. Mais la présence en son sein de deux partis discrédités a nui à la capacité de mobilisation des masses derrière cette coordination. Ceci a abouti, sous la pression de groupes de jeunes, le 23 février, à la division en deux structures: « Coordination de la société civile », regroupant jeunes chômeurs, syndicats autonomes, SOS disparus et LADDH, et la « CNCD » d'autre part, qui regroupe les autres organisations initialement incluses. Si la marche du 12 février a permis de « briser le mur de la peur », l'enjeu de l'ouverture du champ politique et de la démocratisation est central. Depuis 19 ans, le spectre du terrorisme a servi de prétexte à la classe dirigeante algérienne pour maintenir l'arbitraire sur les partis, interdire manifestations et contrôler les canaux d'expression, tout en prétendant être un Etat de droit et une démocratie, à travers le maintien de l'état d'urgence.

Rigide autant qu'il est fragile, le régime est politiquement discrédité par son autisme et sa corruption. Coupé de la population, il ne cesse de mentir, d'entraver les libertés, et mobilise les forces de répression de façon disproportionnée (30000 policiers à Alger pour le 12 février, face à quelques milliers de manifestants, répression féroce des étudiants). Pourtant, il vient de céder à la première revendication sous la pression conjointe des mobilisations, des injonctions de la

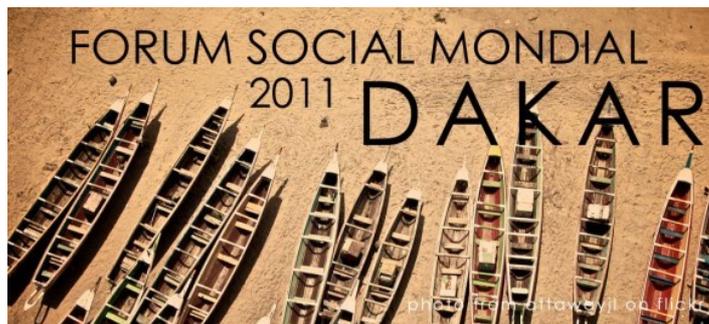
diplomatie américaine (visite d'un diplomate appelant à une libéralisation politique) et de la crainte inspirée par le risque de révolution: le 24 février, le décret sur la levée de l'état d'urgence a été publié. C'est que les intérêts des impérialistes français et américains dans le cas de l'Algérie sont énormes, en raison des échanges économiques, mais surtout pour éviter que la flambée des cours mondiaux d'hydrocarbures ne se poursuive, suite aux révolutions en cours dans la région et ne menace la reprise économique mondiale. Gaz et pétrole étant les principales ressources exploitées en Algérie, il leur devient vital d'éviter une instabilité politique prolongée qui augmenterait les prix.

L'autre objectif du mouvement était de mettre à bas le système de pouvoir algérien. Dans ce but, la question de l'unité est un problème épineux, tant le système de pouvoir autoritaire et corrompu a imprégné les comportements de bien des leaders d'opposition, divisé et entâché la confiance de la population. La détermination de ceux qui luttent n'est pas entamée, malgré la répression. C'est l'absence d'impulsion politique unitaire forte et durable, qui n'a pas encore permis aux masses d'entrer en action de façon coordonnée. La première victoire que représente la fin de l'état d'urgence va les encourager. En France, il faut soutenir l'action du comité de soutien pour le changement en Algérie, afin de porter des coups contre l'impérialisme et le racisme de notre gouvernement.

Houria Ould Ali

(1) Coordination nationale pour le changement et la démocratie, impulsée dès le 21 janvier, suite aux émeutes, et qui regroupe la Ligue Algérienne des Droits de l'homme, des syndicats autonomes (Snapap, SNTFP, Satef, CLA), les partis: RCD, MDS, PLD, le réseau Wassila, le mouvement des Archs, l'Association nationale des familles de disparus, l'Association de défense des droits des enfants, le collectif national pour la liberté de la presse. Cette coordination a permis d'impulser des manifestations le 12 et le 19 février, malgré l'interdiction liée à l'état d'urgence de manifester à Alger et Oran.

Forum social mondial de Dakar : vive la révolution, en Afrique et de par le monde !



Le FSM de Dakar a été un succès par le nombre de personnes présentes (60 000 selon les organisateurs) et la qualité des débats même s'il faut noter quelques problèmes d'organisation. L'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, qui accueillait le Forum Social Mondial a été témoin d'une convergence de militant-e-s de tous les pays pour réclamer un

autre monde basé sur des valeurs humanistes, sociales, écologiques et internationalistes. En réponse au discours de Sarkozy sur les mêmes lieux le 26 juillet 2007 lorsque ce dernier affirmait que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire », le forum social mondial a ainsi clamé haut et fort que nous sommes tou-te-s des Africain-e-s et que l'Histoire est commune à tou-te-s, qu'on soit d'Europe, des Amériques, d'Asie, d'Australie et d'Afrique. Notre seul ennemi, c'est le capitalisme qui aime diviser les peuples pour mieux les exploiter. Oui, un autre monde est possible! Et ce monde, c'est aux peuples de tous les pays de le saisir comme l'ont fait les Tunisien-ne-s, les Egyptien-ne-s, et bientôt les Libyen-ne-s et bien d'autres. Il reste à l'Afrique subsaharienne de se saisir de l'exemple des frères et sœurs du Maghreb pour réclamer plus de liberté et « dégager » les héritiers dictateurs et leurs sbires.

Kohou, Moulzo, Olivier, Paul et Jean-Claude, membres de la délégation du NPA pendant le FSM

FSM Dakar – Déclaration de l'assemblée des mouvements sociaux (extraits)

11 février 2011

Nous, réuni-e-s lors de l'Assemblée des mouvements sociaux du Forum social mondial 2011 à Dakar affirmons l'apport capital de l'Afrique et de ses peuples dans la construction de la civilisation humaine. Ensemble, les peuples de tous les continents mènent des luttes pour s'opposer avec la plus grande énergie à la domination du capital, cachée derrière des promesses de progrès économique et d'apparente stabilité politique. La décolonisation des peuples opprimés reste pour nous, mouvements sociaux du monde entier, un grand défi à relever.

Nous affirmons notre soutien et notre solidarité active aux peuples de Tunisie, d'Egypte et du monde arabe qui se lèvent aujourd'hui pour revendiquer une véritable démocratie et construire un pouvoir populaire. De part leurs luttes, ils montrent la voie d'un autre monde débarrassé de l'oppression et de l'exploitation.

Nous réaffirmons avec force notre soutien aux peuples ivoirien, d'Afrique et du monde dans leurs luttes pour une démocratie souveraine et participative. Nous défendons le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Au sein du processus FSM, l'Assemblée des mouvements sociaux est l'espace où nous nous réunissons avec notre diversité, pour construire nos agendas et luttes communes contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et toute forme de discrimination. [...]

Nous dénonçons le rôle des acteurs du système (banques, transnationales, grands médias, institutions internationales,...) qui, à la recherche du profit maximum, continuent leur politique interventionniste via des guerres, des occupations militaires, des supposées missions humanitaires, la création de bases militaires, le pillage des ressources naturelles, l'exploitation des peuples, la manipulation idéologique. Nous dénonçons également la cooptation qu'ils exercent à travers le financement de secteurs

sociaux servant leurs intérêts, et leurs pratiques assistentialistes qui génèrent la dépendance.

Le capitalisme détruit la vie quotidienne des populations. Mais, chaque jour naissent de nombreuses luttes pour la justice sociale, pour éliminer les dégâts du colonialisme et pour que toutes tous obtiennent une qualité de vie digne. Nous affirmons que nous, les peuples, ne devons plus payer pour leur crise et qu'il n'y a pas d'issue à cette crise au sein du système capitaliste.



Réaffirmant la nécessité de construire une stratégie commune de lutte contre le capitalisme, nous, mouvements sociaux :

- Nous luttons contre les transnationales parce qu'elles soutiennent le système capitaliste, privatisent la vie, les services publics et les biens communs comme l'eau, l'air, la terre, les semences, les ressources minérales. [...]
- Nous exigeons la souveraineté des peuples dans la définition de leur mode de vie.
- Nous exigeons la mise en place de politiques qui protègent les productions locales, donnent une dignité aux tâches agricoles et

International

conserver les valeurs ancestrales de la vie.

- Nous dénonçons les traités néolibéraux de libre échange et exigeons la liberté de circulation pour tous les êtres humains.

- Nous continuons à nous mobiliser pour l'annulation inconditionnelle de la dette publique de tous les pays du Sud.

- Nous dénonçons également, dans les pays du Nord, l'utilisation de la dette publique pour imposer aux peuples des politiques injustes et anti-sociales.

- Mobilisons nous massivement à l'occasion des réunions des G8 et G20 pour dire non à ces politiques qui nous traitent comme des marchandises !

- Nous luttons pour la justice climatique et la souveraineté alimentaire. [...]

- Nous défendons la souveraineté alimentaire et l'accord atteint pendant le sommet des peuples contre le changement climatique qui s'est tenu à Cochabamba, où des véritables alternatives à la crise climatique ont été construites avec les mouvements sociaux et organisations du monde entier.

- Mobilisons nous, tous et toutes, en particulier sur le continent africain, pendant le COP 17 à Durban en Afrique du Sud et à « Rio +20 » en 2012, pour réaffirmer les droits des peuples et de la nature et arrêter l'accord illégitime de Cancun.

- Nous défendons l'agriculture paysanne qui est une solution réelle à la crise alimentaire et climatique et signifie aussi l'accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent. [...]

- Nous luttons contre la violence envers les femmes qui est exercée régulièrement dans les territoires occupés militairement, mais aussi contre la violence dont souffrent les femmes quand elles sont criminalisées parce qu'elles participent activement aux luttes sociales. [...]

- Nous défendons la diversité sexuelle, le droit à l'autodétermination du genre, et nous luttons contre l'homophobie et les violences sexistes.

- Nous luttons pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, les occupations et la militarisation de nos territoires. [...]

- Nous devons intensifier la lutte contre la répression des peuples et la criminalisation de leurs luttes et renforcer les liens de solidarité entre les peuples comme le mouvement international de boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël. Notre combat se dirige également contre l'OTAN et pour l'élimination de

toutes les armes nucléaires.



Chacune de ces luttes implique une bataille des idées dans laquelle nous ne pouvons avancer sans démocratiser la communication. Nous affirmons qu'il est possible de construire une mondialisation d'un autre type, à partir des peuples et pour les peuples, et avec la participation fondamentale des jeunes, femmes, paysans et peuples autochtones.

L'assemblée des mouvements sociaux appelle les forces et acteurs populaires de tous les pays à développer deux actions de mobilisation, coordonnées au niveau mondial, pour contribuer à l'émancipation et l'autodétermination des peuples et pour renforcer la lutte contre le capitalisme.

Nous inspirant des luttes des peuples de Tunisie et d'Egypte, nous appelons à ce que le 20 mars soit un jour international de solidarité avec le soulèvement du peuple arabe et africain dont les conquêtes renforcent les luttes de tous les peuples, la résistance du peuple palestinien et sahraoui, les mobilisations européennes asiatiques et africaines contre la dette et l'ajustement structurel, et tous les processus de changement en cours en Amérique latine.

Nous appelons également à une journée d'action globale contre le capitalisme le 12 octobre, où, de toutes les manières possibles, nous exprimerons notre refus d'un système qui est en train de détruire tout sur son passage.

Mouvements sociaux du monde entier, avançons vers une unité globale pour défaire le système capitaliste ! Nous vaincrons !

Le NPA au FSM : à la rencontre de militant-e-s politiques et syndicaux sénégalais-e-s et des altermondialistes du monde entier

Le NPA a été fortement représenté au FSM de Dakar. Invité au conseil général de Yoonu Askan Wi - Mouvement pour l'Autonomie Populaire le 5 février 2011, Olivier Besancenot s'est exprimé devant une centaine de militant-e-s et invité-e-s de ce parti sénégalais issu d'une scission avec And-Jeff – PADS, qui avait envoyé des représentant-e-s au congrès de création du NPA en 2009 et a également transmis ses salutations au congrès de 2011. A l'issue de sa réunion nationale, une rencontre a été organisée par YAW avec les représentant-e-s de plusieurs partis de la gauche sénégalaise dont le PIT (Parti International du Travail), UDF MBOLO MI, le RTA-S (Rassemblement des Travailleurs Africain-Sénégal), en présence de membres d'autres organisations de la gauche radicale africaine (Afrique du sud, Togo, RDC, La Réunion). La manifestation d'ouverture du FSM le lendemain nous a permis de défiler avec les travailleur-euse-s Sans papiers de France venu-e-s en nombre au FSM. La délégation du NPA et le groupe de travail Afriques du NPA a participé à plusieurs conférences sur l'accaparement des terres en Afrique et dans le monde par les multinationales, la lutte contre les dictateurs africains soutenus par la France... Olivier Besancenot et la délégation du GTA ont aussi rencontré de nombreux syndicalistes sénégalais-e-s ainsi que des journalistes locaux. Ils ont pu préciser le combat que nous menons en France pour lutter contre la Françafrique et le néocolonialisme, notre internationalisme et le soutien du NPA aux révolutions tunisienne et égyptienne.

Par les membres de l'équipe du groupe de travail « Afriques » et de la commission internationale du NPA

Effets collatéraux du soutien aux dictatures: qu'elles et ils dégagent tou-te-s !

Les révolutions arabes viennent de percuter de plein fouet le gouvernement Sarkozy. A tel point que Michèle Alliot-Marie vient d'être virée. L'idée largement répandue est que la France n'aurait plus de politique extérieure, tel un bateau sans boussole navigant à vue. C'est pourtant le contraire : la France n'a fait que continuer sa politique extérieure, contre vents et marées, une politique impérialiste de soutien aux dictatures africaines dans le seul but de maintenir la stabilité de ces pays pour mieux en piller les richesses et en exploiter les peuples.

Les processus révolutionnaires de Tunisie ont mis à nu cette politique et rendu scandaleux les propos d'Alliot-Marie qui, dans la crise, ne voyait qu'une seule solution, aider Ben Ali à mieux réprimer son peuple, révélant le vrai but de la diplomatie française : le maintien de Ben Ali au pouvoir. Sans ce soutien des gouvernements français, Alliot-Marie n'aurait pas bénéficié de voyages en jet privé, offert par Aziz Miled proche du clan Ben Ali, qui vient d'ailleurs de louer un quart de la flotte de sa compagnie aérienne à Khadafi pour transporter les mercenaires tchadiens d'Idriss Deby. Et si la France n'avait pas soutenu Moubarak, Fillon n'aurait pas bénéficié de vacances payées par la dictature.

Les liens d'amitié entre les gouvernants français et les dictateurs ne sont que les prolongements du soutien de la France aux pires régimes. Révélatrices sont les ventes d'armes en Libye qui s'élevaient à plusieurs centaines de millions d'euros parmi lesquels on trouve également les prestations des techniciens français remettant en état de vol les mirages qui, quelques jours

plus tard, bombardèrent les manifestant-e-s à coup de roquettes françaises. Derrière les discours de circonstance, sur l'aspect positif de la libération des peuples, se cache les craintes des dirigeants impérialistes quant à la déstabilisation de la région qu'ils utilisent comme un épouvantail en brandissant pêle-mêle : islamisme, terrorisme, flux migratoire, etc.

La mise à nu des scandales n'empêche nullement le train-train diplomatique. Ainsi l'ambassadeur de France au Congo Brazzaville vient de remettre la légion d'honneur à Jean Dominique Okemba, responsable de la sécurité et des services secrets, neveu du dictateur Sassou Nguesso et présenté comme son probable successeur. Ces deux personnages sont pourtant responsables des pires violations des droits humains dans leurs pays. Sans parler du financement et des reconnaissances de processus électoraux comme au Togo, au Burkina Faso, en République Centrafricaine ou au Gabon qui se rapprochent plus de la farce que de la consultation démocratique. En contrepartie les dictatures africaines continuent à financer la vie politique française, comme le confirme les télex publiés par Wikileaks qui mentionnent le Gabon comme généreux donateur.

Bizness et dictatures sont les deux maître-mots de la politique étrangère de la France sur le continent africain. Le quai d'Orsay est là pour cacher cette sinistre vérité, si Alliot-Marie n'a pas su le faire, le casier judiciaire de son successeur rassure sur ses compétences pour remplir avec succès cette mission.

Paul Martial

Pour Sarko, le LKP c'est l'AQMI et l'Outre-mer une néo-colonie

2011 a été décrétée par la France année de l'Outre-mer. A cette occasion Sarko-Zebulon et sa clique raciste ont décidé de sauter sur Petit-Bourg, comme autrefois la légion avait sauté sur Kolwezy. Le 9 janvier, jour de carnaval, Sarko tient un discours méprisant envers les populations d'outre-mer. Et c'est pas Man Penchard et Toto Lurel, avec autant de charisme que des huitres un soir de réveillon, qui vont lui tenir la dragée haute.

Devant une assemblée payée pour l'écouter, Sarko commence son discours par l'assassinat des deux jeunes français au Niger, rappelant que la France luttera sans relâche contre les terroristes mais omettant de dire que les amis et familles des victimes le tiennent pour responsable en pointant les agissements de la France en Afrique depuis 2007. Puis Zebulon revient à la situation guadeloupéenne et verse sa larme de crocodile sur les victimes des récentes inondations, puis, les diarrhées verbales sarkozystes comparent le LKP à...l'AQMI. Et d'adopter un discours de terroriseur de terroriste. Qu'on se le dise, il ne laissera pas les Guadeloupéen-ne-s sombrer dans un destin qu'ils ne souhaitent pas. L'Etat colonial français emploiera la force nécessaire pour lutter contre cette bande de terroristes du LKP!!!

Sarkozy menace et traite de « minorité » les 100000 Guadeloupéen-ne-s qui luttent contre la pwofitasyon. Le résultat ne s'est pas fait attendre. La répression à l'encontre des opposants politiques, avocats, journalistes indépendants s'abat comme une pluie d'obus. Et le gouvernement s'assoit sur les accords Bino qui devaient assurer les augmentations de salaires,

mais aussi l'emploi prioritaire pour les natifs, la formation des jeunes et la réduction du chômage endémique. La situation des Guadeloupéen-ne-s s'aggrave alors que les Békés, eux, se portent mieux grâce aux nouvelles dispositions financières que leur homme de paille leur offre sur un plateau en or, pourvu qu'ils le lui rendent en 2012.



Car Zebulon sait aussi manier la brosse à reluire. C'est ainsi qu'il a rendu un vibrant hommage aux élus locaux de tous bords pour leur courage d'avoir dit « non à la violence, non au pouvoir de la rue et de défendre les institutions de la République. ». En clair, merci les gars, il vous revaudra ca ... enfin s'il y pense. Il est vrai que pendant les grèves, on a pu assister à un balais élyséen, de nos élus en quête d'un poste ministériel. Lurel et Penchard,

Bonnie And Clyde version tropicale, ont pu compter sur les services de Patrick Karam, le domien de service UMP et homme à tout faire en sarkoland.

Sarkozy est un grand ami des « ultramarins »...enfin des castes dirigeantes. Pour preuve, c'est à lui personnellement que l'électeur Martiniquais et guyanais a demandé de régler le problème de la double collectivité territoriale. N'écoutez pas son bon cœur, le Roi de la Com' nous organise un référendum. Mieux, il trouve que la Polynésie, ses belles plages, sa mer bleue nucléaire, n'est absolument pas bien gouvernée. Et bien, ça va changer en ... 2012. Et pour assurer la promotion de la fameuse di-ver-si-té en Outre-mer, rien de tel que de nommer des commissaires de police ... de couleur (laquelle, cela reste encore à déterminer).

Dans un discours type Dakar-bis, Sarkozy rappelle aux

Guadeloupéen-ne-s quelques « vérités ». Tout d'abord, la Guadeloupe c'est la France et pas question qu'il en soit autrement. Ensuite, Sa Majesté fait passer la défiscalisation pour un progrès social, les banquiers pour l'Abbé Pierre, tout en nous demandant de faire un « petit effort national » en nous ponctionnant 300 millions d'euros. Et qui après ça, ose encore dire que les colonies coûtent cher au contribuable français !?

Comme on peut le constater, Sarko a une certaine idée de la France néocoloniale. Non, cette année 2011 on n'exposera pas de sauvage en cage au bois de Vincennes, mais on demandera à nos sportifs d'assurer le rôle de promoteur de cette grande fumisterie. Sauf bien sûr à Anelka, qui lui, doit d'abord demander pardon à la Nation française pour l'offense de 2010.

Mariam Seri-Sidibe

Histoires-mémoires

Martin Luther King : un rêve de liberté et d'égalité

Depuis 1986, le 3ème lundi de janvier de chaque année est célébré aux États Unis comme le « Martin Luther King Day », approximativement jour de naissance (le 15 janvier 1929) de celui qui reste pour ce pays un des hommes dont la vie est associée au combat pour les droits civiques des noirs mais aussi pour la lutte non violente. Son discours mémorable le 28 août 1963 devant le Lincoln mémorial à Washington (« I have a dream ») est aujourd'hui un des discours les plus connus du monde.



Ségrégation

Le 1er décembre 1955, Rosa Parks, une femme noire, refuse de céder sa place à un blanc, en infraction contre les lois ségrégationnistes de la ville et est arrêtée par la police. Martin Luther King (MLK) mène alors le boycott des bus de Montgomery qui va durer plus d'une année et est suivi par les 40000 noirs de la ville, obligeant la cour suprême des États-Unis à déclarer illégale la ségrégation dans les autobus, restaurants, écoles et lieux publics. Il organise par la suite des marches pour le droit de vote des Afro-américains, le droit du travail ainsi que d'autres droits fondamentaux dont étaient privés les noirs. Partisan de la désobéissance civile non violente comme appliquée par Gandhi avec succès, MLK ne tarde pas à se faire malgré tout de nombreux ennemis qui tentent de l'éliminer physiquement.

Radicalisation

La violence extrême des ségrégationnistes de Birmingham à l'égard d'enfants qui manifestaient pacifiquement et les attentats à la bombe lancés contre des églises noires indignent l'Amérique et le monde et renforcent le mouvement des droits civiques bien que critiqué par des courants plus radicaux comme Malcolm X.

La marche sur Washington sera le point d'orgue des actions menées par le révérend King. Plus de 250 000 personnes se réunissent le 28 août 1963 à Washington face au Capitole, dans ce qui est la plus grande manifestation ayant eu lieu jusque là dans l'histoire de la capitale pour écouter le célèbre discours du révérend « I have a dream » appelant à une Amérique unie et fraternelle. Il devient en 1964 le plus jeune lauréat du prix Nobel

de la paix pour sa lutte non violente contre la ségrégation raciale et pour la paix. La même année les luttes du mouvement sont consacrées par le vote du *Civil Rights Act* de 1964 suivi en 1965 du *Voting Right Act*.

MLK commence alors une campagne contre la guerre du Vietnam et la pauvreté. Cet engagement ne fera que renforcer la haine de ceux qui l'accusaient déjà depuis de nombreuses années d'être à la solde des communistes. « Une vraie révolution des valeurs regarderait bientôt d'une manière honteuse les contrastes frappants entre la pauvreté et la richesse. Avec une indignation justifiée, elle regarderait au-delà des mers et verrait les capitalistes individualistes de l'ouest investissant d'énormes sommes d'argent en Asie, en Afrique et en Amérique du sud, juste pour faire des profits et sans aucune préoccupation pour les améliorations sociales dans ces pays, elle dirait: "Ce n'est pas juste." » déclare t-il notamment. Il s'attire alors la foudre des médias et de l'establishment.

Son déplacement à Memphis pour soutenir les éboueurs de la ville en grève sera le dernier. Le 4 avril 1968 au lendemain de son discours prémonitoire « I have been to the mountain top » (« J'ai été au sommet de la montagne »), Martin Luther King est assassiné par un ségrégationniste blanc dans le Tennessee.



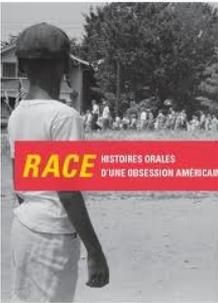
A titre posthume, MLK se verra décerner plusieurs médailles. Mais au-delà de ces honneurs institutionnels, il reste une des figures d'inspirations les plus importantes de l'histoire des mouvements d'émancipation, au côté de toutes celles et ceux qui se battent, et se battent encore, sans relâche, pour faire des rêves de liberté et d'égalité portés encore aujourd'hui par des millions à travers le monde, une réalité.

Moulzo et Kohou

A lire

A propos de *Race. Histoires orales d'une obsession américaine* de Studs Terkel

Studs Terkel



« Être noir en Amérique, c'est comme être obligé de porter des chaussures trop petites. Certains s'adaptent. C'est toujours très inconfortable, mais il faut les porter parce que c'est les seules que nous avons. Ça ne veut pas dire qu'on aime ça. Certains en souffrent plus que d'autres. Certains arrivent à ne pas y penser, d'autres non. Quand je vois un Noir docile, un autre militant, je me dis qu'ils ont une chose en commun : des chaussures trop petites. »

Il est des livres dont la recension paraît relever de la gageure. Ceux de Studs Terkel (1912-2008) figurent assurément parmi eux. Après *Working, Histoires orales du travail* (2006), *La « Bonne Guerre », Histoires orales de la Seconde Guerre mondiale* (2006) et *Hard Times. Histoires orales de la*

Grande Dépression (2009), les Éditions Amsterdam ont donc la bonne idée de faire traduire et de publier, fin 2010, *Race, Histoires orales d'une obsession américaine*. L'ordonnancement des entretiens pourra – dans un premier temps seulement – perturber les lecteurs et lectrices qui auront l'impression d'assister à une suite ininterrompue et décousue de variations sur le thème du même. Mais passé cet également passager vis-à-vis d'un genre littéraire avec lequel nous sommes peu coutumiers en France, le récit prend véritablement *corps* ; car en choisissant de sauvegarder autant que possible la forme orale des entretiens, ce sont bien les voix, le souffle et les corps de toutes les personnes interviewées qui nous semblent véritablement apparaître, pour dresser le portrait saisissant d'une Amérique malade de sa race. [...] Lire la suite sur Contretemps.fr

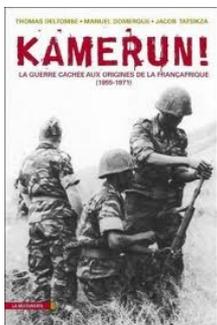
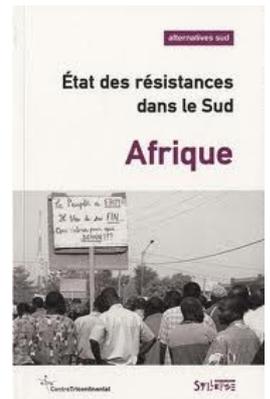
Rafik Chekkat

Etat des résistances dans le sud – Afrique

Ouvrage coordonné par François Polet, décembre 2010, éditions Syllepses.

Panorama des mobilisations sociales à l'oeuvre en Afrique subsaharienne. Les organisations de la « société civile » se comptent aujourd'hui par centaines dans la plupart des pays africains. Cette prolifération s'est-elle traduite par l'émergence de contre-pouvoirs dignes de ce nom ? En la matière quantité ne rime pas nécessairement avec qualité. La majorité de ces organisations servent d'abord à capter des financements dans un contexte de dégraissage des appareils administratifs et de déplacement des flux de ressources extérieures vers les acteurs « non étatiques ». Or, face aux bailleurs de fonds, la manifestation d'une expertise technique « axée sur les résultats » est devenue un atout plus utile qu'une quelconque représentativité sociale. Quant aux associations qui descendent dans la rue, beaucoup servent surtout de caisse de résonance aux partis en lice, qui les mobilisent au gré de leur stratégie électorale. Et pourtant... une

minorité d'organisations – paysannes, syndicales, des droits de l'homme – ne subordonnent pas la poursuite de leur mission à l'indispensable recherche de financements extérieurs. La pertinence et la constance de leurs prises de position leur confèrent une indéniable légitimité au sein de la population, proportionnelle au discrédit qui frappe les classes politiques. Dans plusieurs pays, ces organisations ont permis de canaliser le mécontentement social et d'installer un rapport de force avec les gouvernants. L'efficacité des méthodes clientélistes et des mécanismes de cooptation rend cependant leurs conquêtes fragiles une fois la mobilisation retombée.....



Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971) de Thomas Deltombe, 2011.

« Cet ouvrage a pour ambition de faire connaître à un large public la guerre que les autorités françaises et leurs alliés locaux ont menée pour écraser le mouvement de libération nationale du Cameroun dans les années qui ont précédé et suivi la proclamation officielle de l'indépendance de ce pays (1er janvier 1960). Plus de cinquante ans plus tard, il est temps que ce conflit meurtrier, zone d'ombre de l'histoire de France et épisode fondateur de la nation camerounaise, sorte de l'oubli. »

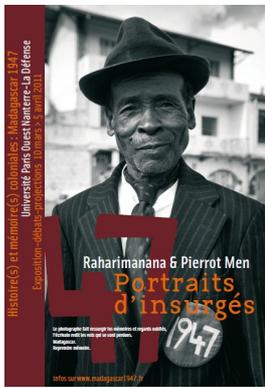
Le site internet du livre : <http://www.kamerun-lesite.com/>

A voir

« Madagascar 1947. Histoire(s) et mémoire(s) coloniales »

Exposition - Rencontres - Débats - Projections - Lectures

Du 10 mars au 5 avril 2011 à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense



« 47, portraits d'insurgés »

Exposition photographique, Conception et textes de l'écrivain Jean-Luc Raharimanana, photographies de Pierrot Men. Production : Zérane Confluence artistique.

Du 10 mars au 5 avril, hall d'accueil de l'Université, bâtiment B

« Madagascar, plus de soixante ans après l'insurrection de 1947, l'écrivain Raharimanana redit les voix qui se sont perdues. Le photographe Pierrot Men fait ressurgir les regards oubliés. De simples femmes, de simples hommes, témoins, entre 82 et 99 ans. Leurs portraits sont nos guides, résolument vivants, survivants, d'un passé gommé des esprits. Leurs témoignages, à la mémoire intacte, les accompagnent. Ils nous rappellent la nécessité de dire l'histoire, pour comprendre les maux et rêves d'aujourd'hui. »

Pour plus d'informations : <http://sites.google.com/site/madagascar1947/>

A écouter

Présidents d'Afrique, de Didier Awadi

Le rappeur sénégalais Didier Awadimet en musique, dans son dernier album, *Présidents d'Afrique*, des discours de Thomas Sankara (Burkina Faso), Nelson Mandela (Afrique du Sud), Kwame Nkrumah (Ghana), Gamal Abdel Nasser (Egypte), Patrice Lumumba (RD Congo), Cheikh Anta Diop (Sénégal), Frantz Fanon, Aimé Césaire (Martinique), qui avaient une vision progressiste de la marche du continent africain. Cet album de l'ancien leader du PBS (Positive Black Soul) est un vrai featuring entre les grands leaders africains, leur rêve, les questions qu'ils ont eues et les réponses données par les générations d'aujourd'hui.

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



Emission n° 8, janvier 2011: « Mita be tsy lanin'ny mamba » (Quand on est nombreux pour traverser la rivière, on n'est pas dévoré par les caïmans)

- Angela Davis, « The Anti-rape movement and the struggle against racism », février 85, université de San Diego
- Missy Mist « Let's pull together »; Bezerra da Silva « Malandro Moderno »
- Petit dictionnaire partiel et partiel de la négrophobie : la lettre C
- London Bridgez « SHE » ; Linda Leida y la Bahia « Defiendeme Santa Barbara »
- « Peau noire, cheveu crépu. L'histoire d'une aliénation » de Juliette SMERALDA
- Wink-D and Candy Fresh « Get Busy »; Youss Banda « La

dictature » ; Jack DeJohnette « Epilog »

Emission n° 9, février 2011 : « Le vent aide les gens sans haches à chercher du bois ».

- Afrika Bambaataa « Renegades Of Funk »
- Poésie : Ebenezer Tedjouong Talla
- Kiltir « Priere pou malere » ; India Arie « Video »
- *Tongues Untied* : un film de Marlon Riggs
- Tim'm West + William Scott « The F Word »
- Poésie : David Diop
- James Baldwin éclaire les Cases-Rebelles
- Sweet Tee « I Got Da Feelin » ; Wally Badarou « Hi-Life »

Agenda

20 mars : journée internationale de solidarité avec le soulèvement du peuple arabe et africain, à l'appel de l'assemblée des mouvements sociaux du FSM de Dakar

21 mars : journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>